

isa

Informations Syndicales Antifascistes

N° 14

NOVEMBRE 1999

7 F

Dir. de publication: F. Pécoup

Rédaction : H. Alexandre (FGTE-CFDT), C. Aumeran (SNUI), C. Birnbaum (SNESUP-FSU), J.L. Wichegrod, (CGT Finances).

F. Mahé, I. Nicolas, F. Pécoup, J.J. Petiteau (Commission Syndicale de Ras l'front)
CCPA n° 0603 S 05157
Imprimé par nos soins

Vitrolles : le mur de la haine n'est pas tombé

L'Humanité du 27.10.99 et Le Monde du 28.10.99 révèlent qu'un directeur d'école de Vitrolles, Alain Darmuzey, a été licencié de ses fonctions de surveillant de cantine par la ville, pour « manque de courtoisie ». Lors d'une visite dans l'école effectuée par Catherine Mégret, Alain Darmuzey avait refusé de lui serrer la main, après l'avoir saluée en lui disant « bonjour ». « Le simple échange de bonjours me paraissait suffisant pour faire preuve de la courtoisie élémentaire. Je tiens par cet acte à garder des distances avec des élus dont les valeurs sont aux antipodes des miennes », déclare le directeur. Ségolène Royal, ministre déléguée chargée de l'Education Nationale, lui a apporté son soutien dans un communiqué.

Le syndicat CGT des territoriaux de Vitrolles a alerté l'Association des Bibliothécaires Français (ABF) de la mise en place d'un comité de lecture à la bibliothèque municipale : il décidera des commandes et pourrait empêcher l'achat de certains livres. Marie-Pascale Bonnal, présidente de l'ABF PACA souligne « le caractère éminemment politique de la gestion de ce comité d'acquisition, sachant qu'il sera présidé par l'élue à la culture et la directrice des affaires culturelles de la ville. » Les bibliothécaires y participeront. Avec quel poids ? La création de ce comité intervient d'ailleurs, après la démission de plusieurs bibliothécaires ...

Déjà en 1996, la municipalité d'Orange avait interdit à l'achat certains ouvrages pour la jeunesse, comme « Amies sans frontières », « On s'est adoptés », ou encore, « La construction européenne ». Le Maire de Marignane avait, quant à lui, suspendu l'abonnement à Libération, la Marseillaise et à l'Événement du Jeudi. La justice avait annulé cette décision. Cette fois, la manoeuvre est différente et d'autant plus dangereuse : un moyen de censurer des titres et de promouvoir ceux d'éditeurs d'extrême-droite. « La guerre culturelle » an-

noncée par le FN, il y a quelques années, est toujours d'actualité.

Suède : un syndicaliste assassiné par des néo-nazis

Björn Soderberg, un militant syndical suédois, a été assassiné devant sa porte de plusieurs balles dans la tête. Cette information (Libération du 16-17/10/99 et Le Monde du 20/10/99) touchera particulièrement les lecteurs d'ISA. Ce meurtre commis par un groupe néo-nazi fait suite à de nombreuses violences contre des locaux d'association d'immigrés : incendies, attentats à la bombe ... par ailleurs deux policiers avaient déjà été tués par un de ces groupes.

Dans ce cas, la « vengeance » des fascistes s'est exercée contre un militant syndical qui avait eu le courage de dénoncer publiquement l'élection d'un néo-nazi comme délégué syndical dans l'entreprise où il travaillait. Les fascistes ont obtenu la photo de Björn Soderberg par le service des passeports (il s'agit d'une procédure légale et gratuite en Suède) et ont ainsi pu l'abattre lâchement devant chez lui.

La police a arrêté trois néo-nazis soupçonnés du meurtre. La mouvance néonazie est estimée à 1500 militants en Suède. Le syndicat S.A.C. auquel appartenait la victime a appelé à une manifestation ; le syndicat L.O., majoritaire, a d'abord déclaré dans une tribune de presse qu'il fallait interdire les organisations nazies ... pour se rétracter le lendemain Pendant ce temps là, les fascistes projettent d'autres assassinats contre des policiers et des journalistes d'une revue antiraciste.

Sommaire

- P. 1 Vitrolles. assassinat en Suède
- P. 2 A. Hébert dans « Français d'abord »
- P. 3 Dossier CFTC. Golias (1)
- P. 4 Grève chez Ford. élections HLM
Contact, abonnement

Un dirigeant historique de Force Ouvrière passe le Rubicon

Pour la première fois, un dirigeant d'un syndicat ouvrier, Alexandre Hébert, membre jusqu'en 1996 de la Commission exécutive de Force Ouvrière et responsable de 1947 à 1992 de l'union départementale de Loire-Atlantique, s'exprime dans les colonnes d'un journal fasciste.

En accordant une interview dans Français d'abord, organe du Front National, dans la deuxième quinzaine de septembre, A. Hébert, dirigeant historique de Force Ouvrière crée un précédent grave. C'est la première fois qu'un dirigeant issu du syndicalisme ouvrier banalise l'extrême droite fasciste en considérant ses organes de presse comme un lieu naturel d'expression d'idée. Ce n'est pas seulement une béquille de légitimation pour un parti qui vient de "se tirer une balle dans le pied". C'est une véritable caution donnée aux fascistes qui depuis des années dénoncent ce qu'ils appellent leur diabolisation.

C'est d'ailleurs cela que revendique A. Hébert dans une interview à Ouest France faisant suite à celle dans Français d'abord, en déclarant : "Je n'ai jamais diabolisé le FN". Dans la même interview, il ajoute "je ne considère pas le FN comme une résurgence du nazisme ou du fascisme, mais comme l'héritier de l'extrême droite française tour à tour incarnée par le boulangisme, le PSF du colonel de la Rocque, le poujadisme, voire les nostalgiques du bonapartisme".

C'est sans doute pour se disculper d'avoir accordé cette interview à Français d'abord qu'il soutient que l'histoire se serait arrêtée au boulangisme ou au colonel de la Rocque. Hébert voudrait nous faire croire que l'extrême droite contre laquelle se mobilise le mouvement ouvrier serait aujourd'hui un produit inoffensif, sorti de la naphthaline, sans aucune référence aux années noires de la collaboration, de la destruction du syndicalisme et de l'holocauste. Les Le Pen et Mégret cherchent depuis des années cette respectabilité en niant dans les médias leurs filiations politiques avec le fascisme et le nazisme. Il suffit pourtant de lire leur presse pour se rendre compte qu'à chaque page les références historiques et philosophiques à ces idéologies pullulent. A. Hébert apporte sa contribution à l'édification de l'imposture qui ferait qu'un parti dont nous avons démontré dans ISA le programme "national social" et le racisme deviendrait inoffensif et ne représenterait aucun danger pour la démocratie et le mouvement ouvrier.

Déjà en mars 1985, A. Hébert expliquait au responsable de l'UD FO de la Sarthe qui deman-

dait l'exclusion d'un dirigeant FO pour avoir déclaré dans Ouest France "...les Maghrébins viennent envahir la France..." et s'être présenté comme candidat sur une liste FN : "La menace de la réalisation d'une union sacrée entre la droite et la gauche, avec notamment la CFDT, est beaucoup plus dangereuse pour nos intérêts que l'épouvantail Le Pen". (sic !)

Il nous faut maintenant aborder l'interview de Français d'abord et les idées développées par Hébert. Voici quelques extraits qui reflètent sa logique politique : "...l'Union européenne dépense des sommes fabuleuses pour nous faire admettre les nouvelles structures totalitaires qui sont en train de s'édifier. Les stalinien ont été les fidèles soutiens d'un Etat totalitaire ; apparemment cela ne semble pas leur poser de problèmes de changer de partenaire lequel est tout aussi totalitaire" - "Pour moi la CGT et la CFDT ne sont pas l'expression syndicale des intérêts du patronat, elles sont l'expression syndicalo-politique d'un nouvel ordre fondé sur la subsidiarité, c'est à dire la servilité"- "Je ne confonds pas le nationalisme et la nation. Le nationalisme est une idéologie, comme toute idéologie sujette à discussion, la nation est une réalité et en ce qui me concerne, travailleur français, un espace géographique et juridique dans le cadre duquel un certain nombre de conventions et de statuts avaient été gagnés, parfois de haute lutte, et que la construction européenne détruit d'un trait de plume". Chacun pourra s'interroger sur le bénéfice que peut tirer le FN de cet article...

Un extrait édifiant...

« (...)je ne connais pas d'employeurs qui licencient par plaisir. Les entreprises compte tenu du contexte international qu'on leur impose, la mondialisation, la destruction des garanties nationales, sont placées presque toujours devant l'alternative suivante : ou licencier ou délocaliser et j'estime scandaleux que les gouvernants qui sont à l'origine des nouvelles institutions européennes et mondialistes, cherchent des boucs émissaires en la personne des chefs d'entreprise qui ne font que s'adapter à la loi de la jungle qui est la règle dans les rapports économiques.»

En plein épisode Michelin, il est pour le moins curieux que ni la direction de FO, ni celle du P.T. n'aient réagi à ces propos qui dédouanent le patronat de ses responsabilités d'acteur de la mondialisation.

En ce qui concerne les réactions politiques et syndicales, il faut noter que la direction de

Force ouvrière a, par un communiqué affirmé qu' « aucun dirigeant de FO n'est habilité à entretenir des contacts avec le FN, dont elle dénonce régulièrement le racisme, l'antisémitisme, et la xénophobie ».

Par ailleurs, la fédération bretonne FO-PTT exprime la "plus profonde consternation" face à l'attitude d'A. Hébert qui a choisi "la fantomatique revue du FN 'Français d'abord' pour exprimer ses brillantes théories". FO PTT Bretagne "dénonce, combat et condamne l'influence des groupes minoritaires dont l'absence d'engagement syndical laisse un espace béant à ce type de dérive".

Nous ne pouvons conclure ce tour d'horizon des réactions sans parler de celle du Parti des Travailleurs, organisation politique dont les militants sont très présents dans FO. "Compagnon de route" de ce courant politique, Hébert déclare dans Ouest France, après s'être présenté comme anarchiste individualiste, avoir "noué avec les trotskistes une alliance privilégiée. Je suis, de longue date, un ami de Pierre Bousset" (dirigeant historique du parti des travailleurs). Dans Informations Ouvrières, l'hebdomadaire du P.T., Pierre Bousset lui répond : "Entre Alexandre Hébert et moi, il y a une amitié de cinquante ans. Il y a des choses sur lesquelles je suis en désaccord avec Alexandre depuis des années et d'autres plus importantes, sur lesquelles nous sommes d'accord" - pourtant Pierre Bousset, bien qu'il affirme que "personne n'est en train de dire qu'Hébert est devenu Front National" ajoute "Mais camarades : le "détail de l'histoire", c'est une canaillerie" et écrit plus loin : "Mais personne ne me fera accepter qu'on puisse écrire dans un organe de presse qui se prononce contre les immigrés. Le capitalisme, les Pasqua, Debré, Chevènement, au service du capitalisme, exacerbent sans arrêt, de la façon la plus éhontée, les oppositions entre les ouvriers, immigrés ou français. Le journal du FN n'est-il pas un instrument de cette politique ?".

Voici par ailleurs un extrait de la résolution du comité directeur du Parti des travailleurs : "Alexandre Hébert n'est pas membre du Parti des Travailleurs. L'initiative qu'il a prise n'engage que lui. Indépendamment du contenu de l'interview elle-même, l'avoir accordé à cette publication exprime une orientation qui est contraire à celle du Parti des travailleurs".

Les prises de position désapprobatrices de la direction de FO et de celle du P.T. sont selon nous insuffisantes ; c'est l'ensemble des propos d'Hébert qui sont inadmissibles. Ne pas les critiquer ne peut qu'affaiblir le mouvement syndical et ouvrier dans sa lutte contre le fascisme.

Rencontre ISA en janvier 2000

« L'école face à l'extrême droite »

Après les rencontres de 1997 et de 1998, nous préparons une nouvelle journée sur le thème de l'école. Nous y aborderons différents thèmes : la présence d'élus FN et MN dans les institutions scolaires et universitaires, les tentatives d'infiltration et d'implantation chez les étudiants et les parents d'élèves, ou encore l'offensive négationniste dans les universités, mais aussi le racisme et les discriminations à l'école.

Cette rencontre doit permettre à des syndicalistes enseignants, étudiants, militants parents d'élèves d'échanger analyses et expériences.

N'hésitez pas à nous contacter !

Les liaisons dangereuses de la CFTC selon le magazine Golias

Le magazine Golias de juillet/août 1999 consacre un dossier important à la CFTC sous le titre : « CFTC : vers un nouveau schisme ? ».

Tout au long des quinze pages de ce dossier, plusieurs articles traitent de la crise interne à la confédération chrétienne en tentant de décrypter les querelles entre la direction et son opposition. Golias revient aussi sur l'affaire de la présidence de la CNAF (voir ISA précédents), et s'interroge : « La CFTC fait-elle encore du syndicalisme ? » dans des articles consacrés aux « curieuses » fréquentations d'Alain Deleu et d'autres responsables de la CFTC, ce que nous relatons ici.

Compte tenu de la densité du dossier, nous reviendrons dans notre prochain numéro sur la crise interne au syndicat.

Selon Golias, le président de la centrale chrétienne Alain Deleu est membre de la Fondation de service politique, fondée en 1992 et émanation d'« Ictus » (aujourd'hui « Le Centre »), centre de réflexion pour une droite dure nationale-catholique allant des maurrassiens à l'Opus Dei. On y rencontre Jacques Bichot (économiste, monarchiste et président de Familles de France), Jean-François Chaumont (président des Associations familiales catholiques), François Gondrand (porte-parole de l'Opus Dei pour le ... royaume de France !), des élus politiques (Philippe de Villiers, Christine Boutin, le sénateur D.L. Bernard Seillier), l'avocat Jean-Marc Varaut (défenseur de Papon), des membres de la magistrature et autres grands corps de l'Etat, des enseignants (historiens révisionnistes de l'Uni-

versité Lyon-III, Chantal Delsol - épouse Millon - professeur de sciences économiques à l'Université de Marne-la-Vallée), des chercheurs en démographie de l'I.N.E.D. (dont Bourcier de Carbon, ancien conseiller de Le Pen), des assidus des "Marches pour la vie", pèlerinages et actions anti-I.V.G., dont la planète de l'association des amis du professeur Jérôme Lejeune (aujourd'hui décédé, proche du Vatican et de l'Opus Dei), et des patrons aussi progressistes qu'Yvon Chotard, ou François Michelin (qui fréquente en compagnie de Jacques Calvet la réactionnaire Association nationale des sociétés par actions).

La C.F.T.C. se réfère à la doctrine sociale de l'Eglise, condamne, comme le Vatican, les excès du capitalisme libéral tout en prônant la négociation salariés-patron (et évidemment le rejet de la lutte des classes). Par ailleurs, Alain Deleu entretient d'excellentes relations avec certains hauts représentants du patronat (Michel Bon, Jean Gandois, Claude Bébéar, Jean-Louis Beffa, Didier Pineau-Valencienne) par l'intermédiaire de « cercles de réflexion » sur le management. Enfin, le président de la centrale dirige Evangile et société, fondée en 1976 par des proches de l'Opus Dei.

Qu'Alain Deleu ait ces relations est une chose, mais ne doit pas cacher la forêt C.F.T.C. Golias rappelle qu'à la tête du service de communication de la confédération, on a pu trouver J-N. Moreau, co-fondateur de l'Observatoire chrétien de l'entreprise et de la société, aux relations extérieures et à la publicité, Jean-Luc Denny, venu de France catholique, aux relations internationales, Armand Gourmelon, transfuge de la communauté charismatique de l'Emmanuel (vice-président de la C.F.T.C., il en est le représentant à la Confédération européenne des syndicats), à l'organisation-développement, Nathalie Viel (membre de l'Opus Dei). Le cabinet d'Alain Deleu fut tenu par Philippe Laborde (membre d'Ictus), puis Claire Vercken (de l'Emmanuel et proche de Dominique de Calan de la réactionnaire Union des industries métallurgiques et minières).

On trouve vraiment de tout autour (et jusqu'au centre) de la C.F.T.C....On comprend mieux la présentation de Nicole Prud'homme à la tête de la CNAF...

Grève contre le racisme chez FORD UK

Le 5 Octobre, 1000 ouvriers, en majorité noirs et asiatiques, de l'usine Ford de Dagenham, près de Londres, se sont mis en grève « sauvage » pendant 24 heures : « une réaction contre le racisme institutionnel » a déclaré le se-

crétaire général du principal syndicat du secteur, le TGW (Transport and General Workers). La grève fait suite à une série de discriminations racistes de certains ouvriers blancs et de l'encaissement. Le tribunal du travail avait récemment condamné Ford UK pour le harcèlement d'un ouvrier indien pris comme souffre douleur par ses collègues. Les délégués d'atelier n'avaient pas défendu cet ouvrier... Dernièrement un ouvrier asiatique musulman avait été frappé par un contremaître alors qu'il priait ; la direction n'avait pris aucune mesure envers ce petit chef raciste ; ce fut la goutte d'eau qui déclencha la grève.

D'après le journal Le Monde du 8/10/99 qui relate le conflit, le contexte social est marqué par une augmentation importante des cadences de travail dans cette usine qui ne tourne pourtant plus que quatre jours par semaine, et où le pouvoir des contremaîtres blancs est très important.

Elections HLM : danger !

Sous le titre « Les enjeux du scrutin », Syndicalisme Hebdo (CFDT) du 28.10.1999 décrit la préparation de l'élection des administrateurs (collège des locataires) des organismes HLM qui se dérouleront du 15 novembre au 15 décembre.

La Confédération Générale du Logement, l'Asseco-CFDT, l'Adeic-Fen, les Associations familiales laïques, Emmaüs-France, la fédération Léo Lagrange et l'Unsa ont décidé de s'allier « pour constituer une force pour faire barrage à l'émergence ou à la propagation de candidatures émanant d'un Front national plus ou moins masqué ».

On se souvient que Bruno Mégret avait annoncé sa volonté de présenter des candidats lors de ces élections. La vigilance s'impose donc dans ce secteur particulièrement sensible...

Abonnement à ISA

Nom, Prénom
(ou Syndicat) :

Adresse :

Code Postal : Ville :

- 10 numéros (1 an) : 50 frs
 Abonnement de soutien : 100 frs ou plus
Chèques à l'ordre d'ISA

Pour nous contacter

ISA BP 241-16 75765 Paris Cedex 16
FAX: 01 48 36 66 33
E-mail: isacom@worldnet.fr